

**CODE CLIENT :**

(Vous trouverez ce code sur votre facture, dans « mes références »)

**MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA**

Référence unique du mandat :

Type de contrat : REDEVANCE ORDURES MENAGERES

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez LOUDEAC COMMUNAUTE BRETAGNE CENTRE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de LOUDEAC COMMUNAUTE BRETAGNE CENTRE.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

FR06ZZZ645049

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

DESIGNATION DU CREANCIER

Nom : **LOUDEAC COMMUNAUTE BRETAGNE CENTRE**Adresse : **4/6 boulevard de la Gare**Code postal : **22600**Ville : **LOUDEAC**Pays : **FRANCE**

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

																				()
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------

Type de paiement : Prélèvement / 3 échéances

Signé à :

Le (JJ/MM/AAAA) :

Signature :

JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE RECENT (au format IBAN BIC)**Rappel :**

En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par LOUDEAC COMMUNAUTE BRETAGNE CENTRE. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec LOUDEAC COMMUNAUTE BRETAGNE CENTRE.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au Règlement Général de Protection des Données.